

	<u>Fiche info - titre :</u>	<u>Date :</u>
	<u>Auteur :</u> Jean-Claude Bourbon et Marie Dancer	23/12/2015

Avantages et inconvénients de la baisse du prix du pétrole

Les pays consommateurs se frottent les mains et les atteintes à l'environnement devraient être moins importantes.

20/12/15 - 18 H 40

De leur côté, les pays producteurs sont déstabilisés et l'industrie pétrolière doit restructurer.

Les avantages

► Une réduction de la facture énergétique

C'est une courbe qui décline, par à-coups, depuis 2008. De 146 dollars le baril cette année-là – ce fut un pic –, le baril du pétrole a progressivement reculé, de 125 dollars en 2010-2011, à 112 dollars en juin 2014. Il est tombé à 55 dollars six mois plus tard, pour atteindre vendredi 34,7 dollars le baril à New York.

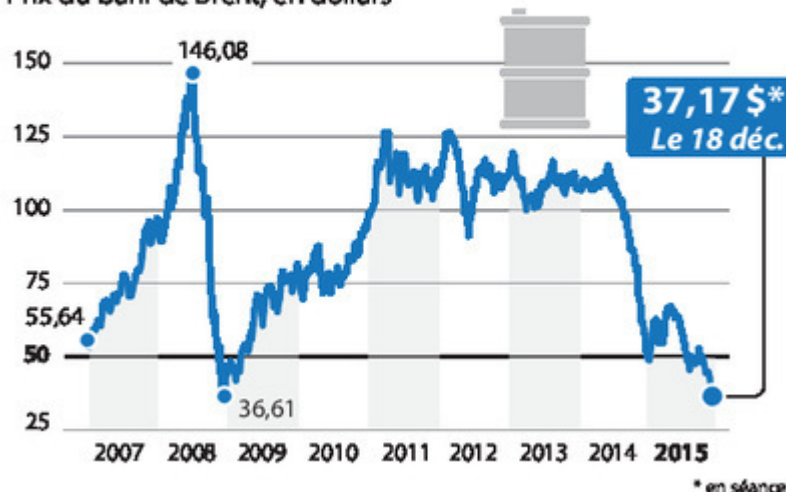
Les pays producteurs pleurent, tandis que leurs clients, les consommateurs, se frottent les mains. Et pour cause. Un pétrole moins cher « *a un impact positif significatif sur l'activité et les finances publiques* », décrypte une étude publiée par l'institut Terra Nova en mai dernier.

> Lire aussi : [Le pétrole vient au secours du déficit extérieur français](#)

Pour la zone euro, Sylvain Broyer, économiste chez Natixis, a fait les calculs. « *Sur une croissance attendue de 1,5 % en moyenne cette année, 0,9 point est lié à la baisse du pétrole* », explique-t-il. Même cause, même effet en France : « *Sur 1,1 % de croissance cette année, 0,4 point vient du bas niveau du pétrole* », évalue Vladimir Passeron, à l'Insee. La baisse des prix du baril fait partie des trois piliers de soutien à la reprise en Europe, avec la dépréciation de l'euro et des taux d'intérêt au plancher.

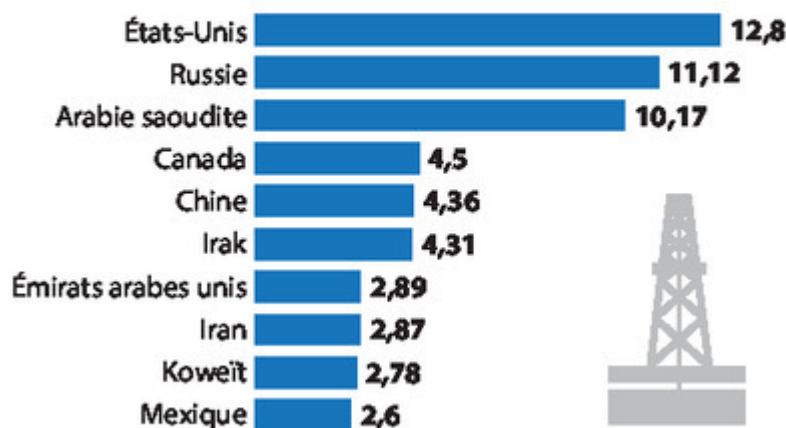
Le baril de pétrole au plus bas depuis 2009

Prix du baril de Brent, en dollars



Les principaux producteurs mondiaux

Production de pétrole, en millions de barils par jour en novembre 2015



Source : AIE

idf

/

De fait, la facture énergétique française a été réduite de 20 milliards d'euros cette année, ménages et entreprises confondus. Cela a rendu du pouvoir d'achat aux premiers, et des marges financières aux seconds. Sans oublier l'effet psychologique et l'impression d'enrichissement, non négligeable dans un contexte globalement morose : le prix à la pompe d'un litre de gazole est repassé sous un euro dans les stations les moins chères.

> Lire aussi : [Comment l'économie française profite d'un pétrole bon marché](#)

« En termes d'effets sur la balance commerciale, complète l'étude de Terra Nova, la chute des cours pétroliers permettrait à elle seule de résorber plus de la moitié du déficit commercial français. »

N'y a-t-il vraiment que des effets positifs ? À l'échelle de la zone euro, certains économistes, mais aussi Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne, s'inquiètent tout de même d'une nouvelle baisse des prix qui serait liée à la chute du pétrole. Et ce, alors que la zone euro cherche à éviter le piège de la déflation.

Aux États-Unis, la baisse des cours a aussi permis de redonner du pouvoir d'achat aux consommateurs.

« L'effet est très rapide et les variations sont beaucoup plus importantes qu'en Europe, car l'essence est

beaucoup moins taxée », souligne Julien Marcilly, le chef économiste de la Coface. En l'espace d'un an, les automobilistes américains ont ainsi fait une économie moyenne de plus de 320 €. De quoi doper le PIB américain, dont 70 % reposent sur la consommation des ménages.

► **Les atteintes à l'environnement seront moins importantes**

Paradoxalement, le pétrole pas cher pourrait être une bonne nouvelle pour l'environnement. Au niveau actuel, beaucoup de projets sont aujourd'hui abandonnés par les compagnies pétrolières qui sabrent dans leurs investissements d'exploration-production, notamment dans des zones encore vierges de toute exploitation. C'est le cas notamment de l'Arctique, où se trouvait 15 % du pétrole et 30 % du gaz encore à découvrir sur la planète, selon l'administration américaine.

Après Chevron, ExxonMobil et BP, Shell a ainsi annoncé l'arrêt de ses forages en Alaska, évoquant notamment un « *environnement réglementaire incertain* ». Avec des coûts faramineux (10,15, 20 milliards d'euros, voire plus) ces projets, qui s'opèrent dans des conditions extrêmes, ne sont tout simplement pas viables au baril à 40 dollars. Les cours devraient être au moins multipliés par deux.

> **Lire aussi : [La baisse des prix du pétrole, un effet incertain sur le climat](#)**

L'exploitation des sables bitumineux au Canada, considérée par les ONG comme une catastrophe écologique, a également du plomb dans l'aile. Plus que les considérations environnementales, ce sont là encore les arguments financiers qui poussent les compagnies à réduire leur production. Au point d'ailleurs que le Canada a connu une légère récession au premier semestre.

Les inconvénients

► **Des pays producteurs affectés et des effets retour négatifs sur les exportations européennes**

Il y a un an, la plupart des économistes estimaient que la baisse des prix du pétrole allait doper la croissance mondiale. Cela n'a pas été le cas et les discours changent. « *Les avantages tirés de la baisse des prix du pétrole commencent à être gommés par les pertes de revenus des pays producteurs* », souligne Denis Ferrand, directeur de l'institut Rexecode.

La dégringolade des cours du pétrole a été, en effet, beaucoup plus rapide que prévu, du fait notamment du ralentissement de la demande chinoise et des réactions en chaîne qui ont suivi, avec le décrochage violent des pays émergents.

Dans une note publiée jeudi et intitulée « La chute des prix des matières premières, cette fois-ci, est un problème », le chef économiste de Natixis, Patrick Artus met notamment en avant « *la baisse de la demande de biens et services des producteurs* ». Pour l'Europe, l'effet n'est pas négligeable. À eux seuls, les pays de l'OPEP représentent 6 % des exportations de la zone euro.

> **Lire aussi : [Le pétrole iranien risque de peser sur les cours du brut](#)**

La situation se complique pour les pétromonarchies de la péninsule arabique, qui se sont habituées à caler leurs dépenses sur un baril à 100 dollars. Cette année, le déficit cumulé des six pays du conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) devrait atteindre 180 milliards de dollars, selon le FMI. En 2013, l'excédent atteignait 183 milliards de dollars.

Pour l'instant, ils peuvent se permettre dans leurs réserves financières pour conserver leur train de vie. Mais elles s'épuisent vite. Si le baril restait à ce niveau, l'Arabie saoudite, Bahreïn et Oman auront mangé toutes leurs économies dans cinq ans, prévient le FMI.

« *La plupart des autres pays producteurs sont obligés de réduire leurs dépenses, avec tous les risques*

sociaux que cela pose », explique Marie-Claire Aoun, qui dirige le centre énergie de l'Ifri. C'est le cas, par exemple, en Angola et au Nigeria, mais aussi en Amérique Latine, comme en Équateur, en Colombie ou encore au Mexique.

> **Lire aussi : [Vankor, la vitrine du pétrole russe](#)**

En Russie, où les hydrocarbures représentent 70 % des exportations et un quart du PIB, les prévisions du budget 2016 sont d'ores et déjà obsolètes. Après une chute d'activité de 3,7 % cette année, le gouvernement tablait sur une croissance de 0,7 %, mais avec un baril à 50 dollars. Une prévision « *optimiste* », selon son président Vladimir Poutine, qui a expliqué jeudi que la Russie devait se préparer à « *tous les scénarios* ».

► **Le secteur de l'énergie déstabilisé**

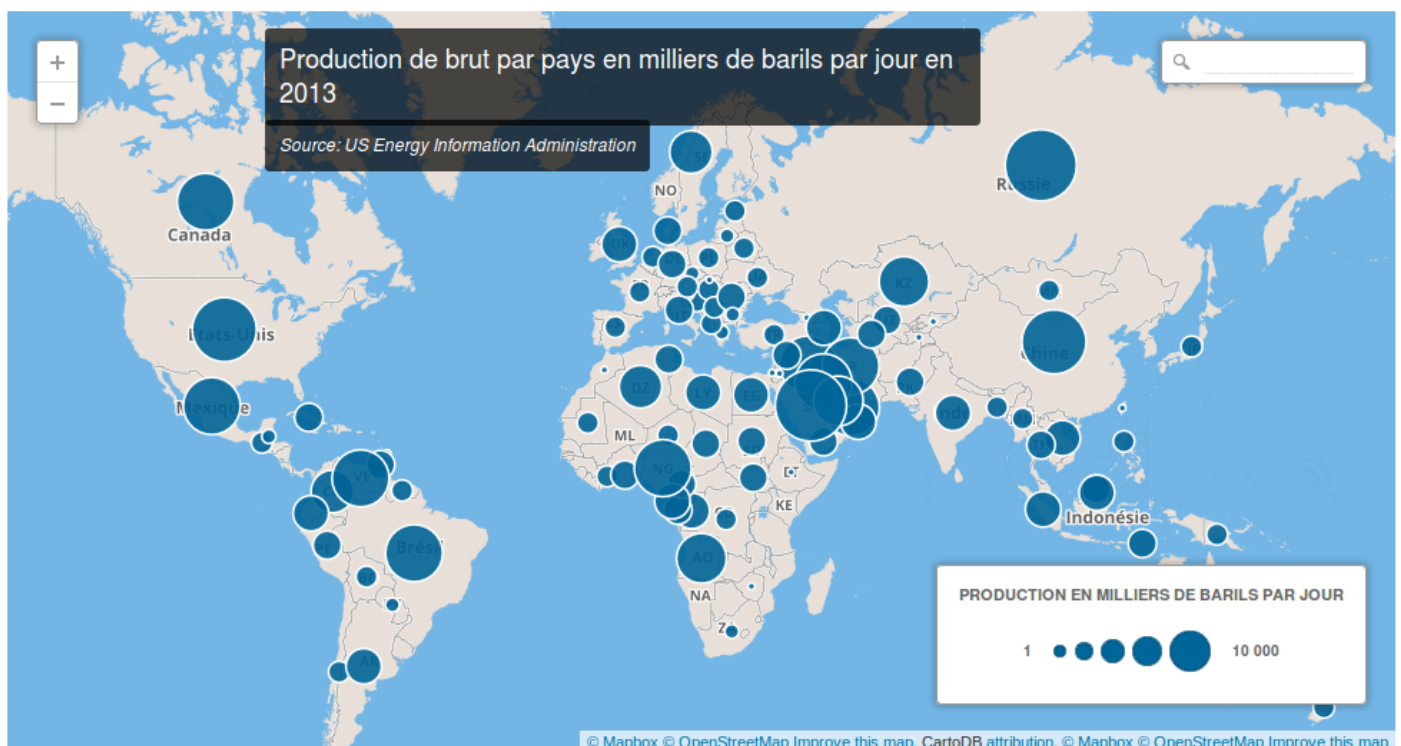
Face à la réduction des budgets d'investissement des majors du pétrole, la filière parapétrolière tente de faire face, par des coupes massives dans les effectifs ou par des fusions acquisitions, comme aux États-Unis, où Halliburton, le numéro deux mondial du secteur derrière Schlumberger, a racheté le numéro trois, son compatriote Baker Hughes.

« *Le secteur de l'énergie représente désormais un risque élevé* », souligne Julien Marcilly, en évoquant même une situation au bord de l'asphyxie aux États-Unis. « *Il y a beaucoup d'inquiétudes autour de la dette des producteurs de gaz et pétrole de schiste* », ajoute Sylvain Broyer, économiste chez Natixis.

> **Lire aussi : [Sale temps pour les compagnies parapétrolières](#)**

En France, l'avenir de la filière est suivi de très près par le gouvernement. Vallourec, le numéro un mondial des tubes sans soudures, va supprimer 2 500 postes, dont près de 600 en France, avec la fermeture de son aciérie de Saint-Saulve (Nord). L'État est le premier actionnaire du groupe, via la Caisse des dépôts et Bpifrance, avec 7,47 % du capital. Le ministre de l'économie, Emmanuel Macron, doit d'ailleurs recevoir aujourd'hui Philippe Crouzet, le patron de Vallourec, pour faire le point.

L'autre dossier chaud est celui de CGG (ex-Compagnie générale de géophysique), spécialiste de l'analyse et de la cartographie des gisements de pétrole, dont l'État détient indirectement un peu plus de 10 % du capital. Le groupe multiplie les plans sociaux, avec 30 % de salariés en moins en deux ans.



Retrouvez [la carte en plein écran en cliquant ici.](#)

Jean-Claude Bourbon et Marie Dancer